

du député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) selon lequel nous avons peu contribué à l'entente internationale, le Canada a l'une des meilleures réputations au monde dans ce domaine, ce que le député n'est certes pas sans savoir. Les cas sont multiples où des initiatives canadiennes ont profité au monde entier. Les esprits bornés qui critiquent les bonnes relations qui existent actuellement entre l'URSS et le Canada devraient se souvenir que les initiatives prises par le Canada pour interdire l'implantation d'armes atomiques dans le lit marin, pour réduire la course aux armements et pour protéger l'environnement du monde, ont entraîné de multiples consultations avec des pays dont nous n'approuvons pas les idéologies politiques.

A la limite, si nous avons adopté les arguments de certains députés nous aurions borné nos rapports extérieurs avec des gouvernements politiquement acceptables. Adopter une telle politique serait de la pure folie et téméraire. Nous sommes donc l'un des plus vastes pays du monde avec un littoral parmi les plus longs, bordé au nord, du seul océan Arctique et, plus loin, de l'Union soviétique. Notre situation géographique nous impose des relations aussi bien avec les États-Unis que l'URSS pour un certain nombre de questions critiques. En cas de guerre, nous pourrions être une autre Belgique, un no man's land, réceptacle d'ogives nucléaires. Il n'y a rien d'étonnant à ce que le Canada déploie une telle activité à la conférence de Genève sur le désarmement et qu'il prenne la tête des petits pays dans leurs efforts pour parvenir au désarmement car il existe maintenant des ogives nucléaires d'une capacité destructrice équivalente à un million de tonnes de TNT qui pourraient tomber sur notre territoire en cas de guerre.

En luttant pour protéger l'environnement global avec l'aide de nos deux géants de voisins, nous pourrions jouer un rôle clé dans la protection de notre biosphère. Si nous avons conclu ce protocole, cet accord, c'est parce que nous attachons un grand intérêt à tout effort unilatéral, bilatéral et multilatéral en vue de protéger le patrimoine que nous partageons avec ces deux géants qui sont à nos frontières, les États-Unis et la Russie. Il en est cependant dans l'opposition pour qui l'avenir est tout en noir et qui viennent nous dire qu'il ne nous appartient pas de tenter de trouver des voies plus efficaces pour discuter avec nos voisins de problèmes qui nous sont communs. Les Canadiens savent bien où est leur intérêt; il n'est pas dans un chauvinisme étroit et introverti mais dans une approche franche et positive de nos relations internationales.

On a affirmé à la Chambre que cet accord n'est pas un traité mais simplement une procédure nous permettant d'entretenir des relations diplomatiques normales sur une base plus régulière, plus systématique. C'est en un sens un protocole destiné à éliminer, paradoxalement, la nécessité d'un autre protocole, un accord qui rend inutile l'élaboration d'arrangements nouveaux et distincts pour chaque problème qui se pose à nos deux gouvernements. Si nous pouvons parvenir à la conclusion d'accords de ce genre avec d'autres pays qui présentent une importance particulière pour le Canada, le temps n'est plus aux hésitations.

L'opposition a mis en doute les avantages à retirer de ces accords, et des retouches ont été apportées au projet. Suivant ces accords, des entretiens porteront sur la pré-

[M. Perrault.]

servation du milieu, les conditions et la navigation dans l'Arctique, le respect des minorités, et, d'autres je l'espère, auront pour effet de réunir de nouveau les familles.

Je veux dire quelques mots du premier avantage qui pourrait découler du nouvel accord avec l'URSS. Le Canada et le Nord de la Russie ont, sur le plan géographique, énormément de choses en commun. Pendant des années, le Canada, cela se conçoit, s'est beaucoup intéressé à l'Arctique, du côté de l'Union soviétique, notamment aux régions de l'Est. Notre pays, comme la Russie, possède une vaste étendue de pergélisol, une forêt boréale, une population clairsemée; de part et d'autres, certaines collectivités ethniques sont très semblables. Le Canada veut se renseigner davantage sur l'éventail des aspects de l'Arctique, où que se trouve la région considérée. Jusqu'ici, la Sibérie, à l'extrême est, était fermée aux Occidentaux. Nous espérons que cette région accueillera nos hommes de science.

Ce flux de renseignements ne peut être unidirectionnel. Il est faux de prétendre que le Canada sera éventuellement le seul bénéficiaire de l'échange. Nous avons accompli des choses uniques dans notre propre région arctique, et les données pertinentes ne sont pas sans intérêt pour nos voisins soviétiques. Il y a possibilité de partager des renseignements qui pourraient fort bien profiter considérablement aux deux pays. La Russie construit des barrages dans le pergélisol. Il serait utile à nos hommes de science de discuter des techniques de la construction de barrages applicables dans notre pergélisol. Comment la grande industrie forestière de l'Union soviétique réagit-elle à la pollution? Avons-nous des connaissances techniques à partager en ce domaine? Et si cela aide l'Union soviétique, cela contribuera à protéger le milieu mondial, et nos citoyens de tous âges en profiteront autant que tous les habitants des diverses régions du monde. Comment construit-on les gazoducs dans le pergélisol? Assurément, il y a des possibilités de partager des données et des connaissances au sujet de l'aménagement communautaire et social, et sur la façon de favoriser au maximum le plein développement de nos indigènes, de part et d'autre. Il doit sûrement y avoir moyen de nous renseigner mutuellement sur les modes d'enseignement en usage dans nos pays respectifs et sur la façon de sauvegarder leur riche patrimoine, mode de vie, langues et coutumes, tout en leur permettant de s'épanouir pleinement.

A l'intérieur de la région du passage du nord-est sous la juridiction soviétique, les Soviétiques ont établi un remarquable réseau de navigation depuis une quarantaine d'années. Le Canada aurait sûrement intérêt à partager avec l'URSS et tous les autres pays des connaissances de nature à assurer une navigation sûre et efficace dans les eaux dangereuses de l'Arctique. L'écologie de l'Arctique de même que les moyens de prévenir la pollution de ces eaux intéressent nos deux pays.

Ceux qui ne trouvent que des mots dédaigneux pour cet accord et s'efforcent d'y voir toutes sortes de sombres présages ne doivent pas se rendre compte de ce qui se passe actuellement dans notre monde, du dégel diplomatique qui est en train de se produire entre la Chine et l'Ouest. Depuis que les communistes ont pris le pouvoir en Chine soit depuis 22 ans, il n'y a guère eu de paroles encourageantes entre les États-Unis et la République